



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°100 – vendredi 07 janvier 2000.

C'EST LE CENTIEME !

Dans ce numéro

- 1- J'ai appris...
- 2- Des poubelles dans nos assiettes.
- 3- Et pendant ce temps chez Total
- 4- Site Internet ATTAC

En bref...

Un numéro 100 cela se fête ! Le mois dernier vous étiez 12 866 à recevoir Le Courriel d'information : sacrée fête ! nous avons commencé autour de 1000 en 1998. Merci ! merci de tout coeur à celles et ceux qui nous donnent un peu de leur temps pour nous lire. Un gros bisou donc de la part d'Arlette, Emmanuel, Laurent, Marie et Philippe. Mais la fête tourne court face à l'actualité. Ainsi Steve York, de retour de Seattle, n'est pas revenu simplement émerveillé par les manifestants. Seattle a été pour lui un véritable voyage initiatique (voir J'ai appris). Il ne s'agit pas du même genre d'initiation dont nous parle Gérard Pouradier interviewé par Emmanuel Chaudron (voir Des poubelles dans nos assiettes). Et puis ! Et puis... Total encore avec un curieux petit échange de courriers électroniques qui nous est parvenu par la même voie, avec en prime une déclaration de son directeur de la communication (voir Et pendant ce temps chez Total). Bonne lecture du n°100 !

J'ai appris...

A mes amis et correspondants.

Comme beaucoup d'entre vous le savent, je suis allé à Seattle pour les manifestations contre l'Organisation Mondiale du Commerce. Peut-être m'avez-vous vu à la télévision ou avez-vous vu des photos de moi dans le journal ? Encore que ce n'est pas sûr parce que la presse s'est concentrée sur le vandalisme et la violence de la police au lieu des PROBLEMES qui entourent l'OMC elle-même.

J'ai défilé avec des religieuses, des moines bouddhistes, des grands-mères, des écologistes, des militants des droits de l'homme et de la justice sociale ainsi que des mamans avec leurs gosses en poussettes, en d'autres mots 99% des gens du groupe était là pour exprimer pacifiquement leur opposition aux implications des décisions de l'OMC ainsi qu'aux pratiques antidémocratiques de prise de décisions qu'utilise l'OMC. Les vitrines ont été brisées par un petit groupe - il semble que certains soient des punk du lieu qui sont apparus à la fin de la journée pour faire du grabuge. Il est intéressant de signaler que plus de 500 organismes

religieux, de droits de l'homme, de travailleurs et d'écologistes ont signé une déclaration s'opposant à l'OMC.

L'OMC est un des organismes internationaux les plus puissants et les plus secrets du monde. Elle s'arroge rapidement un rôle de gouvernement global car 134 états nationaux y compris celui des Etats-Unis lui ont cédé une immense autorité et de vastes pouvoirs. Le principe opératoire central de l'OMC est que les intérêts commerciaux doivent supplanter tous les autres, que tous les entraves aux activités et à l'expansion de l'exploitation industrielle et commerciale mondiale doivent leur être subordonnés. En pratique, ces "obstacles" sont habituellement des règles ou des processus démocratiques s'appliquant pour le compte des travailleurs, des droits du travail, de la protection de l'environnement, des droits de l'homme, des droits des consommateurs, de la justice sociale, de la culture locale et de la souveraineté nationale.

J'ai suivi des séminaires et à des cours sur ces questions. Voici certaines des choses que j'en ai tirées :



attac

1) J'ai appris que le "libre-échange" n'avantage PAS tout le monde. Bien entendu, il profite aux entreprises ainsi qu'aux consommateurs auxquels il permet d'acheter des marchandises un ou deux pour cent de moins. Mais qu'apporte-t-il aux gens du "tiers-monde", qui travaillent dans des conditions terribles avec des colles toxiques, sans ventilation ni normes de sécurité pour 60 cents par heure ? (pour un blouson "Liz Claiborne" en vente à 150 \$ chez GAP le matériau et la main-d'œuvre reviennent à environ 3 \$). Vous générerait-il de payer quelques dollars de plus pour que ces ouvriers exploités puissent toucher un salaire décent ? L'argument selon lequel "au moins, cela leur donne du travail" rappelle beaucoup ceux de 1850 pour justifier l'esclavage. Ajoutons en marge qu'on signale que les étiquettes "Made in USA" sont cousues au Salvador.

2) J'ai appris que des peuplades autochtones ayant vécu en autarcie pendant des siècles ont été forcées de quitter leurs terres par le déversement direct de toxines dans leurs réserves d'eau par des entreprises qui ont implanté des activités dans des pays où elles peuvent se dispenser de respecter les normes états-uniennes de protection de l'environnement. Ne pouvant plus subvenir à leurs besoins dans la nature, ces gens aboutissent dans des villes où ils vivent dans des bidonvilles et travaillent dans des ateliers clandestins, sans espoir de s'en sortir. (Il y a des gens qui préféreraient ne boire ni du Pepsi, ni du Coca et disent : donnez-nous simplement de l'eau pure"). Regardez un peu les pratiques de Texaco en Amérique du Sud. Dans l'avenir, l'OMC projette de "marchandiser" l'eau pour qu'il n'y ait plus rien à boire gratuitement).

3) J'ai appris que l'OMC a décidé que les lois visant à empêcher de faire travailler des enfants constituent des "entraves" au libre-échange et qu'on ne peut donc pas interdire les produits obtenus par ce travail.

4) J'ai appris le sens du "principe de précaution" qui veut que les règlements pêchent par excès de prudence quand on ne dispose pas encore de certitudes scientifiques sur les risques potentiels (tels que les polluants bactériens, les pesticides et les insectes nuisibles importés). A l'inverse les règles de l'OMC pêchent par excès en protégeant les échanges commerciaux à tout prix. Les scientifiques prétendent qu'il est impossible de prévoir toutes les retombées négatives de ce genre mais les règlements de l'OMC obligent les pays à prouver effectivement que quelque chose est nocif avant de pouvoir lui appliquer un règlement. En conséquence, les

règlements de l'OMC exposent à découvrir trop tard les effets pernicieux une fois que la proverbiale boîte de Pandore est déjà ouverte (on commerce d'abord et on se posera des questions après).

5) J'ai appris que l'OMC a décidé que les gouvernements ne peuvent pas faire entrer en ligne de compte le comportement des entreprises qui commercent avec des dictatures brutales (telles que celle de Birmanie) - ce qui constituerait une "entrave au libre-échange". (En 1996, le Massachusetts a adopté une loi pour dissuader le gouvernement de cet état de faire des achats à des sociétés faisant des affaires du Myanmar (Birmanie) pour réagir contre les exactions notoires de la dictature militaire de ce pays. Cette loi était identique aux lois anti-apartheid visant l'Afrique du Sud dans les années 80. Néanmoins, cette fois-ci, les entreprises touchées se sont servies de l'OMC pour attaquer cette loi en violation des règles d'approvisionnement du gouvernement qu'elle a instituées).

6) J'ai appris que les jurys de règlements de conflits, qui statuent si les lois intérieures constituent des "entraves au commerce", se composent de trois bureaucrates commerciaux dont la candidature n'est pas examinée selon des critères de conflits d'intérêts. (Par exemple, l'un de ces juges était issu d'un groupement de porte-parole d'entreprises qui avait fait pression auparavant en faveur de l'une des parties en litige). (Que les loups gardent les moutons...).

7) J'ai appris que l'OMC a pratiquement remplacé les gouvernements nationaux par un gouvernement commandité par des entreprises, non élu et non responsable de ses actes. Pendant presque une décennie, l'Union Européenne a interdit le bœuf élevé aux hormones synthétiques de croissance. L'OMC a décidé récemment que cette loi de protection de santé publique constitue une "entrave au commerce" et doit être abrogée. L'UE doit retirer son interdiction ou payer des amendes amères... Selon les principes de l'OMC, les gouvernements nationaux ne peuvent plus agir pour défendre l'intérêt public. (A propos de viande, en vertu des règlements de l'OMC, du bœuf d'Australie inspecté uniquement par les entreprises privées et non par les inspecteurs de viande du service public a été déclaré "équivalent" (à la viande nationale) et peut être étiquetée identiquement au bœuf inspecté par les services du gouvernement des Etats-Unis).

8) J'ai appris des choses sur la banane. Depuis des années, l'Europe réserve 10 % de ses



attac

importations de bananes à celles produites par les petits planteurs des Antilles. Ce faisant, elle cherche à compenser par l'économie actuelle la richesse soustraite pendant des siècles aux îles de ses anciennes colonies. Bien que l'Europe continue à importer 90 % de ses bananes à des sociétés américaines telles que Chiquita, celles-ci voulaient obtenir les 10 % restants du marché. Un jury de l'OMC a décrété que la préférence de l'UE constituait une "discrimination" abusive. Ce règlement de l'OMC menace la subsistance de 200.000 petits agriculteurs de pays très pauvres où la configuration montagneuse des terres exclut les autres cultures. Ce règlement risque de déstabiliser les économies et les gouvernements locaux.

D'après des groupes de femmes antillais, la structure actuelle du commerce des bananes leur a apporté : "la dignité et la confiance en nous... Un changement brutal des débouchés du marché nous laisserait sans ressources pour bâtir l'avenir de nos familles et de nos pays." (Pourquoi les Etats-Unis ont-ils déposé cette récusation alors qu'il n'y a pas un seul bananier produisant des bananes aux Etats-Unis ? Il est intéressant de signaler que le PDG de Chiquita a contribué pour plus de 500.000 \$ aux campagnes électorales des deux partis politiques des Etats-Unis. Un fait également remarquable est aussi que les immenses plantations Chiquita d'Amérique Centrale ont été accusées de violations notoires des normes sanitaires des ouvriers et de leurs droits de se syndiquer).

9) J'ai appris que l'OMC a décrété que le maïs des Etats-Unis doit pouvoir concurrencer le maïs produit aux Philippines, même si cela risque d'anéantir l'économie locale. Selon l'OXFAM, cette nouvelle pratique expose un grand nombre des cinq cent millions d'agriculteurs des Philippines au risque de perdre leur terre.

10) J'ai appris que la mortalité infantile du Guatemala a fortement diminué après la mise en application en 1983 du code de commercialisation de l'Organisation Mondiale de la Santé et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance sur les produits de remplacement du lait maternel. Toutefois, Gerber est resté le seul marchand de lait maternisé au Guatemala à refuser de se conformer à la loi guatémaltèque, de sorte que le Guatemala a envisagé d'interdire les produits de Gerber. Mais cette société a amené le gouvernement des Etats-Unis à faire pression sur le Guatemala au moyen des procédures de l'OMC et, sous les menaces de celle-ci, le Guatemala a dû faire marche arrière

et permettre à Gerber de persévérer dans ses pratiques illicites.

11) J'ai appris que les règlements de l'OMC sont rédigés par et pour les entreprises avec accès au secret des négociations. Par exemple, le "comité consultatif de l'industrie" est consulté pour y contribuer mais la contribution des groupes de consommateurs, écologistes, syndicaux, de justice sociale et de droits de l'homme est immanquablement ignorée. Même les demandes d'informations sont rejetées et les débats se tiennent en secret. (C'est le gouvernement des entreprises, exercé par les entreprises et agissant pour les entreprises).

12) J'ai appris que les politiques nationales visant à récompenser les entreprises qui embauchent des gens du pays, utilisent des matériaux locaux et adoptent des pratiques saines pour l'environnement, ou d'autres "plus", sont fondamentalement illégales aux termes de l'OMC.

13) J'ai appris que les entreprises pharmaceutiques des Etats-Unis s'efforcent d'amener l'OMC à empêcher les pays en voie de développement d'accéder à des médicaments génériques moins chers permettant de sauver la vie. (Des projets sont établis aussi pour breveter des médicaments traditionnels que des peuples autochtones utilisent depuis des siècles).

14) J'ai appris que le libre-échange ne fonctionne pas pour la majorité de la population du monde. L'inégalité augmente. Les 20 % d'habitants les plus riches du monde consomment 86 % des ressources de la planète. Les règlements de l'OMC ont encouragé la production à aller là où la main-d'œuvre est la moins chère et le plus facile à exploiter et où les coûts de protection de l'environnement sont les plus bas. Il en résulte un "plus petit dénominateur commun" dans les normes de droits humains, de protection des travailleurs et de l'environnement. (Par exemple, au Cambodge, au Salvador et dans beaucoup d'autres endroits, des travailleurs sont battus pour avoir commis des erreurs et sont licenciés pour s'être plaints ou avoir tenté de se syndiquer).

15) J'ai appris que les partisans de l'OMC disent : "plus de commerce égale plus d'emplois" - mais ce qu'ils ne disent pas est que ces emplois sont souvent à bas salaires. Le plus récent rapport paru aux Etats-Unis sur l'emploi annonce fièrement de taux d'emploi élevés mais remarquez la diminution des salaires moyens.



attac

(Les Etats-Unis sont-ils en train de devenir un pays du tiers-monde eux aussi ?)

16) J'ai appris que des entreprises tirent parti de l'OMC pour démanteler les protections de l'environnement durement conquises. Nos lois sur la pureté de l'air et sur les espèces en danger ont été déclarées "entraves au commerce" illégales par l'OMC. Celle-ci négocie actuellement un accord qui supprimerait les droits de douane sur les produits tirés du bois, ce qui augmenterait la demande de bois d'œuvre et accélérerait au maximum le rythme de déboisement. (Peut-être avez-vous vu des gens déguisés en tortues de mer à la manifestation contre l'OMC - eh bien regardez-les bien car les vraies risquent de disparaître bientôt).

17) J'ai appris que même la façon dont l'OMC s'est constituée était louche - "le summum de tous les arrangements de coulisse". L'OMC a été fondée à partir du Cycle de l'Uruguay du GATT (Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le 1er décembre 1994, le Congrès a approuvé le GATT selon la procédure accélérée "Fast Track" lors d'une séance croupion. Pour approuver l'OMC il a fallu réécrire des sections entières des lois états-uniennes pour les conformer aux règlements d l'OMC, de la même façon que les traités des Etats-Unis redéfinissent leur interaction avec d'autres pays. Si l'on avait fait voter le traité en tant que traité, ce qui aurait exigé une majorité de deux tiers au Sénat, il aurait été rejeté. (Un sondage récent révèle que 81 % des Américains disent que le Congrès ne devrait pas accepter d'accords commerciaux donnant à d'autres pays la capacité d'annuler des lois états-uniennes. Désolé, il est trop tard !).

18) J'ai appris quelques théories sur la façon dont nous nous sommes mis dans ce pétrin. Peut-être étions-nous tous "endormis au feu vert" - et avons manqué le coche, endormis dans l'autosatisfaction par une presse pas très vigilante qui semble par trop disposée à débiter sans discernement la vulgate provenant de sources officielles" et des communiqués de presse d'entreprises. Beaucoup d'officines médiatiques influentes font des heures supplémentaires pour peindre les opposants à l'OMC comme des détracteurs systématiques. Ceux qui lisent régulièrement des journaux tels que le Wall Street Journal et le New York ingurgitent une dose encore plus forte de cette propagande. (Soit dit en passant, c'est la "Bible" selon Madison Avenue et Wall Street à laquelle j'ai cru moi-même pendant des années, "le libre-échange über alles" = par dessus tout).

Voici un exemple des lacunes de notre presse dominante. Que ce soit dans l'intention de nuire ou par négligence coupable, la CIA a contribué à aggraver le problème des drogues au quartier de South Central Los Angeles au milieu des années 80. La couverture de presse dominante de la CIA contre la filière de drogues s'est illustrée par un exemple du journalisme qui consiste à se contenter d'imprimer les démentis officiels sans vérifier quoique ce soit. Quand des journalistes enquêtent sur une affaire qui implique les sphères les plus élevées du gouvernement, ils se retrouvent souvent isolés, frappés d'ostracisme ou, comme ce fut le cas de Gary Webb, rétrogradés et effectivement réduits au silence. (Webb a fait un reportage sur la filière de cocaïne) pour le San José Mercury News. Les résultats de 3 années de recherche se trouvent dans son livre "Dark Alliance" (Sombre alliance).

19) J'ai appris que les journalistes négligent ou faussent les questions parce qu'ils n'ont pas de belles "petites phrases" ou, pis encore, parce qu'ils craignent d'offenser l'une des entreprises propriétaires de la station émettrice de télévision ou du journal, ou l'une des agences publicitaires. On nous gave de fadaises, de divertissements et de sports et les vraies "nouvelles" portent sur la maison qui brûle en face, sur la grand-rue. Les gens qui sont assez malins pour se rappeler tous les chiffres sur leur équipe de sport favorite se sont vu dire : "ces questions sont beaucoup trop complexes pour que vous, le citoyen moyen, compreniez toutes ces nuances. Laissez-nous faire, nous les "experts", et nous occuper de ce sujet complexe du commerce mondial." (Que les loups gardent les moutons...).

20) J'ai appris que le "produit national brut" (PNB) cloche quelque part pour mesurer la qualité du "progrès" et qu'il y a une meilleure façon de mesurer notre qualité de vie. Le PNB est simplement une mesure approximative de l'activité du marché, de l'argent qui change de mains. Il n'établit aucune distinction que ce soit entre ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas, ni entre les frais et les profits. En outre, il ne tient compte que de la part de réalité que les économistes choisissent de reconnaître - la partie impliquée dans les transactions monétaires. En conséquence, non seulement le PNB masque la décomposition de la structure sociale et de l'habitat naturel dont l'économie et la vie elle-même dépendent en définitive ; pis encore, il représente en fait cette décomposition comme un profit économique.

Par exemple : le PNB considère la criminalité, le divorce et les désastres naturels comme des profits économiques ; le PNB considère comme



attac

un revenu l'épuisement du capital que constitue la nature ; le PNB augmente à mesure des activités polluantes et de nouveau à mesure des dépollutions ; le PNB ignore l'épuisement et la dégradation des ressources naturelles. En revanche, il existe une mesure plus exacte du progrès, appelée l'indice de progrès véritable (en anglais GPI). Il se fonde sur le même cadre comptable que le PNB mais fait ensuite des distinctions cruciales : il ajoute les contributions économiques du ménage et du travail bénévole mais soustrait les facteurs tels que la criminalité, la pollution et l'épuisement des ressources. Allez voir un peu au site : <http://www.rprogress.org>

21) J'ai appris que la démocratie devient parfois vraiment embrouillée mais que pour changer les mauvaises lois et les mauvais systèmes il peut falloir un peu de désobéissance civile. La plupart des gens s'accorderaient maintenant à justifier rétrospectivement la "désobéissance" aux lois de l'esclavage, au lois de discrimination raciale et aux lois nazies. Et que dirait-on aujourd'hui de la "Boston Tea Party" (rejet à la mer par les Bostoniens d'une cargaison de thé pour protester contre un droit de douane décidé par Londres, geste qui préleva à la guerre d'indépendance des Etats-Unis contre l'Angleterre) - "Pas de mondialisation sans représentation de la société civile" (Rosa Parks a bien refusé d'aller à l'arrière de l'autobus (où les noirs devaient se confiner en vertu des lois ségrégationnistes). En Inde, Gandhi a bien passé plus de 2000 jours en prison pour des actes de désobéissance civile).

22) Enfin j'ai appris que ce ne sont pas des problèmes de "gauche" par opposition à la "droite". Ce sont des problèmes de la façon dont l'OMC laisse tomber la société civile de tous les pays, y compris celle des Etats-Unis. Il y a autre chose dans le monde que de "s'efforcer uniquement de maximiser les résultats financiers" Dans quel pétrin nous sommes-nous mis ? Nous, le peuple, voulons une société juste et civique. Moralement, nous avons perdu la boussole.

Vous souhaitez peut-être contribuer à organiser un débat ou une réunion municipale pour débattre des implications de l'OMC sur votre vie. Faites connaître vos sentiments à ce sujet aux officiels que vous avez élus, aux représentants des Etats-Unis pour le commerce et à la presse. Bernie Sanders (I-IV) cherche un appui auprès du Congrès pour sa lettre "Cher collègue" exigeant le réexamen de l'OMC et des réparations.

Steve York, 2409 W. 21st. St. Minneapolis, MN 55405 ; 612-374-5051 ; msyork@earthlink.net

Publié dans ATTAC Newsletter n°15
newsletter@attac.org
Traduit par Gérard Lhouthe, traducteur bénévole
coordintrad@attac.org

Des poubelles dans nos assiettes

Salut à tous,
Interview de Gérard Pouradier, journaliste et écrivain, auteur, notamment, de "Des poubelles dans nos assiettes" et plus récemment "La bouffe d'égout".

Le personnage est attachant, ne mâche pas ses mots et est convaincu.

E.C : Gérard Pouradier, vous êtes journaliste et écrivain, auteur, entre autres, de "Des poubelles dans nos assiettes" (chez M. Laffont, 1996), puis plus récemment de "La bouffe d'égout" (chez Ramsay, 1999). Vous êtes depuis 1994 correspondant permanent à Paris pour Radio-Canada. Vous êtes également l'auteur de plusieurs fictions, comme "2001 L'odyssée de l'assiette" pour Arte en février 1999. A partir de quand avez-vous eu envie d'enquêter sur ce qui se trouvait dans nos assiettes ? Y a-t-il eu un fait précis qui vous a donné cette envie ?

G.P : Depuis que je ne supporte plus de voir des fils de fer barbelés dans les champs, des rivières polluées, des campagnes où on ne peut plus planter une tente de camping parce que la terre n'est plus libre, donc depuis que je suis un écowarrior, c'est-à-dire depuis les années 70.

E.C : Votre livre "Des poubelles dans nos assiettes" fait actuellement un tabac aux Etats-Unis : c'est plutôt heureux, non ?

G.P : Oui.

E.C : Je crois que la firme Monsanto (qu'on ne présente plus) veut d'ailleurs vous faire un procès pour "immense dénigrement" ; pouvez-vous nous expliquer cela ?

G.P : En fait, c'est Jean-François Henin, ex-directeur d'Altus Finances, ex-filiale du Crédit lyonnais qui m'a fait un procès pour "immense dénigrement". Il était ulcéré que je veuille rouvrir le baignoire de Cayenne pour lui tout seul. Procès qu'il a perdu mais la juge ne m'a tout de même pas accordé le remboursement de mes frais d'avocat : soit quinze mille francs payés à maître Michel Laval. Henin avait de son côté



attac

l'avocat du front national, il l'a payé 50000F. Je ne crois pas que Monsanto me fera un procès, tout le monde leur tape dessus, ils chutent en bourse, - 20% ces derniers jours et maintenant nous lançons un mot d'ordre international, le boycott de Monsanto, il faut en finir avec cette boîte. Si on réussit les Vietnamiens en seront très heureux.

E.C : A l'issue de vos dernières enquêtes (dans le dernier livre), quelles sont les choses fortes que vous avez retenues en ce qui concerne notre alimentation ?

G.P : 280 pages de la production la plus délirante à la pollution totale. Si demain tous les hommes de bonne volonté se donnent la main pour que ça change, on ne reviendra pas sur la merde actuelle. Le temps de trouver les moyens de dépolluer lacs et rivières et je serai mort... Reste la dignité de s'être fait entendre. Mon prochain bouquin sera un roman et il y aura toujours des chasseurs "amoureux de la nature" pour répandre du plomb (900 tonnes par an) dans nos vertes campagnes.

E.C : Les produits dits biologiques constituent-ils une réelle alternative ?

G.P : Oui et non. Oui parce qu'au moins c'est sympa, non si on fait du bio intégriste. C'est une réaction normale pourtant que de répondre par l'abus aux abus mais l'idée c'est une agriculture raisonnée et surtout raisonnable.

E.C : Comment voyez-vous l'évolution de l'agro-alimentaire au moment où se sont déroulées les négociations sur le commerce mondial à Seattle, alors que l'agriculture faisait partie des ordres du jour ?

G.P : Surproduction partout, en cours ou à venir, et une grande bagarre commerciale planétaire à terme. Les accords de Marrakech sont formels, la trêve de la guerre commerciale USA-UE ne tient que jusqu'en 2003, ensuite

E.C : Que faut-il à tout prix éviter dans ses habitudes de consommateur ?

G.P : D'acheter de la merde à des connards surtout si l'on sait ce que l'on fait. Maintenant il est toujours bon de savoir que grâce à l'informatique notre consommation est suivie de 1/4 d'heure en 1/4 d'heure par les multinationales. Si l'on organisait une grève du porte-monnaie de quinze minutes seulement nous saurions alors combien nous sommes et si nous pouvons peser tous ensemble sur la production et la distribution. Pourquoi pas? Nous

avons bien réussi à faire reculer Monsanto et l'hydre des ogm.

E.C : Comment vous nourrissez-vous, à la lueur de vos enquêtes ?

G.P : Je ne me nourris plus que d'amour et de vin frais.

E.C : Y a-t-il un autre point que vous aimeriez aborder ?

G.P : Je suis tout de même très heureux de constater l'éveil d'une espèce de conscience mondiale concernant la qualité de la vie des hommes, cela comprend l'écologie, les conditions de survie (travail) et même les buts de l'humanité (où allons-nous?). Je ne sais pas où tout cela nous mènera mais c'est le bon côté du village global, c'est nouveau et je crois qu'il faut s'en féliciter.

Interview réalisé par Emmanuel Chaudron,
Rédacteur journal@attac.org

Et pendant ce temps chez Total

F... (03/01 – 09h12)

Une pétition appelant au boycott des produits Totalfina circule depuis quelques jours sur l'Internet. Il est indispensable et urgent de mettre en place une stratégie de défense face à un phénomène qui peut être plus dommageable encore à notre entreprise que le traitement de l'affaire de l'Erika par les médias traditionnels. J'attends vos suggestions par retour d'email, avant la réunion de demain

H... (03/01 – 09h27)

Selon mes informations, ce n'est pas une mais plusieurs (au moins 3) pétitions qui tournent actuellement. Même mon fils (!) en a reçu une sur sa boîte aux lettres électronique.

C... (03/01 – 09h43)

N'y a-t-il pas un moyen de demander aux fournisseurs d'accès Internet ou de systèmes de courrier électronique de bloquer les pétitions concernant Totalfina ?

J... J... (03/01 – 09h45)

Je suggère de demander le concours des Renseignements Généraux, qui pourraient remonter jusqu'à l'ordinateur à partir duquel a été lancée la pétition. Ou portons plainte, de manière publique. Cela aurait valeur d'exemple.

C... (03/01 – 09h59)



attac

J...-J..., je ne pense pas que l'on puisse porter plainte ou mobiliser les RG pour une simple pétition !

M... (03/01 – 10h10)
Utilisons les techniques de désinformation : noyons l'Internet de fausses pétitions.

R... (03/01 – 10h12)
Je ne crois pas que l'on puisse faire quoi que ce soit contre une pétition faisant boule de neige sur l'Internet. Cela serait une perte de temps, un temps qu'il faut au contraire mettre à profit pour réfléchir à une parade au niveau de la communication institutionnelle de Totalfina. Nous avons commencé à donner des gages médiatisés de bonne volonté à propos de la marée noire. Nous devons continuer à communiquer dans les semaines, voire les mois qui viennent, sur un nouveau mode qui reste à définir, afin de regagner la confiance des consommateurs. Dans notre communication, montrons-nous désormais plus écologistes que les écologistes.

Réel ou réaliste ? La source de cet échange de courriers électroniques n'étant pas directe nous ne pouvons pas garantir totalement la réalité des termes exacts du dialogue entre différents cadres de TotalFina. Un joli roman sans doute... plus vrai que la réalité bien entendu.

Enfin voici la réponse bien réelle que fait Michel Delaborde, Directeur de la Communication. Mais avant de la prendre pour « argent comptant » rappelons-nous La « Charte Sécurité Environnement » de TotalFina publiée dans notre dernier numéro...

« En réponse à votre mail, je vous informe qu'à court terme :

- TOTALFINA financera directement les travaux de pompage de l'épave de l'Erika, afin que l'enveloppe d'indemnisation des assureurs et du FIPOL, qui s'élève à 1,2 Milliard de Francs soit prioritairement consacrée à l'indemnisation des préjudices économiques et au remboursement des frais engagés dans le cadre de la lutte contre la pollution.

- TOTALFINA met en place un fonds d'urgence de 40 millions de Francs affecté à l'achat d'équipements de collecte et d'évacuation des déchets polluants et à la mise à disposition d'équipes spécialisées dans le nettoyage des pollutions (en concertation avec les Communes et les Préfectures des départements touchés).

Pour l'avenir,

- Nous nous sommes engagés à travailler avec les associations de protection de l'environnement et les autorités locales pour restaurer sur la durée, les équilibres écologiques.

- Nous participerons activement aux travaux et aux débats pour faire évoluer la réglementation en matière de transports maritimes.

Nous vous tiendrons informés à travers notre site Web : <http://www.totalfina.com> de l'évolution de nos actions et travaux. En attendant, s'y trouvent déjà des informations datées des 28 et 30 décembre donnant des précisions sur les points évoqués ci-dessus. »

Quant à nous, pour le passé, nous retiendrons la phrase « Aucune priorité économique ne s'exerce au détriment de la sécurité dans le travail ou du respect de l'environnement. » signée Thierry Desmarest, Président.

Car au-delà des mots, des déclarations, des intentions et des soucis de communication l'irréparable s'est produit. Ce n'est certainement pas un hasard... C'est une logique à l'oeuvre.

Laurent Jésover, Rédacteur journal@attac.org

Site Internet ATTAC

Cela faisait longtemps que le site Internet n'avait pas eu les honneurs d'un article dans Le Courriel d'information. Et pourtant...

Au mois de décembre il a enregistré 818 828 connexions en provenance d'un peu plus de 90 pays différents. C'est 8 000 connexions de moins qu'en novembre mais c'est déjà beaucoup.

Au-delà des chiffres tout l'intérêt, toute la richesse de l'outil de communication électronique, ce sont les bénévoles qui la constituent. Chaque jour en donnant un peu de leur temps ils nous permettent d'échanger des informations, de réfléchir, de diffuser des documents, de travailler et de grandir.

Chaque jour ils sont 200 à s'occuper des traductions de ou vers une dizaine de langues (le site ATTAC France possède des documents en 12 langues). Chaque jour ils sont 240 à s'occuper dans leurs groupes locaux de diffuser l'information et de nous tenir au courant des dernières initiatives au travers d'une liste de travail qui leur est dévolue. Chaque jour ils sont 1420 qui discutent, réfléchissent et nous aident



attac

à obtenir de nouvelles informations au travers des listes de discussions en 6 langues différentes. Chaque jour ce sont les « webmasters » des différents sites : Argentine (qui va venir très très prochainement), Belgique, Brésil, France, Irlande, Portugal, Québec, Suisse, Sénégal et Tunisie qui nous permettent de consulter les derniers travaux, les dernières informations. C'est enfin la dizaine de bénévoles qui s'occupent des périodiques électroniques en anglais, espagnol, français et norvégien qui nous offrent la possibilité d'en savoir plus et d'être à la pointe de l'actualité.

Si vous aussi vous voulez participer et offrir de votre temps en fonction de ce que vous désirez faire, vous pouvez contacter :

Les groupes locaux et les équipes de bénévoles :
<http://attac.org/fr/annu>
Les listes de discussion:
<http://attac.org/indexlistes.htm>

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fr/cale>>

- Vendredi : NOISIEL
- Lundi : NANCY – EPINAL – ANGERS – MAZAN – TOULON
- Mardi: PONTOISE – POITIERS – SALON DE PROVENCE – COGNAC - VALENCE